

L'autre Amérique

A stylized, dark silhouette of a city skyline is positioned in the upper right quadrant of the cover. The skyline features several rectangular buildings of varying heights and widths, with a series of four circular shapes at the base, possibly representing windows or a bridge. The background behind the skyline consists of a series of parallel, slightly curved lines that create a sense of depth and perspective.

12

3^{ème} trimestre 1995

25,00 F

SYLÉPSE EDITIONS

e
r
i
a
m
m
o
s

"Negroes are al
ing people. There a
millionaires and fe
Our needs are identi

3 ♣ Quelle audace

△ Patrick Le Tréhondat

5 ♣ Reconstruire Milwaukee par en bas.

△ Campagne pour un Milwaukee soutena

11 ♣ Construire la force de la communauté

12 ♣ Tony Mazzochi.

Portrait d'un syndicaliste pas ordinaire.

17 ♣ Femmes du Klan.

Racisme et genre dans les années 20

△ Patrick Le Tréhondat

20 ♣ Los Angeles.

Victoire de l'Alliance multiraciale

△ *Labor Notes*

21 ♣ AFL-CIO. Un congrès de transition

△ *Labor Notes*

22 ♣ War Zone

△ *Labor Notes*

their children and re
nity."

— Dr. Martin Luther B

Quelle audace !

Patrick Le Tréhondat

Milwaukee (Wisconsin) fut, à la fin du XIX^e siècle, la terre d'accueil d'une émigration allemande qui a fortement marqué le mouvement ouvrier américain avec ses traditions radicales et socialisantes. Aujourd'hui, tout cela n'est plus qu'un souvenir. Les guides touristiques vantent «les traditions allemandes de la ville et ses fameuses bières». Quant aux 720000 habitants, ils voient fuir leurs emplois et la pauvreté s'infiltrer dans tous les pores de la cité. Paysage d'après batailles perdues, par tous et toutes, les uns à côtés des autres, ou plutôt les uns sans les autres. Au milieu de ce champ de ruines, Milwaukee ressemble à beaucoup d'autres cités américaines. Pourtant, 250 associations et organisations ont décidé de se battre pour le retour dans la ville d'emplois bien rémunérés et de conditions de vie satisfaisantes pour les communautés qui la composent. Pas moins. Quel audace !

«Si nous savons en quoi nous sommes contre cette économie, notre campagne tente de construire une unité autour d'un "pour quelque chose"», souligne Bruce Colburn, trésorier de l'AFL-CIO pour le comté de Milwaukee. Ce «pour quelque chose» a pris la forme d'un plan alternatif dont la première version, après plusieurs mois de discussion, a été adoptée en octobre 1994 par les membres de la Campagne pour un Milwaukee soutenable. Le plan est organisé autour de quatre sujets : emploi et formation, crédit et besoin de capitaux, transport et environnement, éducation. Sur chaque sujet, un état des lieux de la question est dressé et des propositions précises sont soumises au débat public. Nous publions ci-après des extraits de deux chapitres (emploi-formation et crédit-capital) ainsi qu'une présentation du plan par ses auteurs. Trois composantes animent ce projet : le mouvement syndical, fortement impliqué, qui a connu ces derniers temps d'importants changements avec une nouvelle direction locale qui a développé une démarche plus militante sur

L'autre Amérique

42 rue d'Avron
F 75020 Paris

rédaction

Pierre Bravo Gala, Marie-Agnès Combesque,
Patrick Le Tréhondat, MM, Patrick Silberstein,
Sylvain Silberstein, Jean-Jacques Ughetto.

directeur de publication : Patrick Le Tréhondat
ISSN 1243-8294
n° CPPAP 74310 – imprimé par nos soins

ABONNEMENT

5 numéros : 100 F

chèques à l'ordre des Éditions Syllepse

l'ensemble des problèmes que rencontrent les habitants de la ville ; la Progressive Milwaukee, regroupement politique, lié au New Party qui milite en faveur de la formation d'un parti de gauche indépendant du Parti démocrate, et qui a des élus au niveau de la ville et de l'État ; enfin les groupes communautaires (terme qui recouvre à la fois la diversité des mouvements sociaux et les mouvements des minorités afro-américaine, latino...). La liste des mouvements soutenant le projet ressemble à un inventaire à la Prévert qui étonne et déconcerte : sections syndicales des entreprises de la ville, associations de personnes âgées, associations écologistes, le Corps des jésuites volontaires, des associations syndicales étudiantes, l'Association St Gall/St Elyabeth...

Le plan est à la fois conçu comme un programme alternatif pour la gestion institutionnelle de la ville et comme un programme d'actions immédiates qui se prolonge, par exemple, dans une campagne contre la fermeture d'un centre de transports urbains ou pour un «salaire horaire décent» de 7 dollars pour les employés de la ville. Et pour l'avenir, une question à réfléchir : «Comment se défendre réellement sans offrir une autre voie à la gestion du bien public, puisque, maintenant nous le savons, dire seulement non c'est déjà commencer à perdre?».

Il y a quelques mois, le *Wall Street Journal* s'inquiétait : «Après plus de dix ans de retraite, le syndicalisme militant réapparaît et attaque les entreprises au moyen de campagnes publiques, de grèves inventives et de démonstrations de solidarité sur les lieux de travail. On peut y voir un nouvel esprit de contre-offensive contre les années 80 qui revigore le «camp du travail». Un des premiers grand rendez-vous de ce «nouveau camp du travail revigoré» aura lieu en octobre à New York au cours du prochain congrès de l'AFL-CIO où deux listes pour la présidence de la confédération s'affronteront. L'une est conduite par le vieil appareil syndical, l'autre, rénovatrice, est emmenée par John Sweeney, président du syndicat SEIU et appuyé par les Teamsters (voir page 21). Paradoxe, ce nouveau syndicalisme est apparu dans la vague des défaites des années 80. Il prend à bras le corps la question de la division raciale de la force de travail comme à Los Angeles avec l'Alliance multiraciale (voir page 20), fonde de nouvelles solidarités internationales et initie de nouvelles stratégies de luttes comme à Decatur, conflit qui dure depuis plus de deux ans et sur lequel nous revenons une fois de plus dans ce numéro (voir page 22).

Un des autres grands rendez-vous de cette nouvelle gauche arc-en-ciel à la recherche d'un nouvel horizon émancipateur seront les élections présidentielles de 1996. Sera-t-elle présente ? Nous y reviendrons dans les prochains numéros de *L'autre Amérique*. Un des protagonistes de la possible émergence d'une expression politique autonome de ces nouveaux mouvements sociaux dans les années qui viennent, à travers la fondation d'un nouveau parti, alternatif aux partis démocrate et républicain, est Tony Mazzocchi dont nous proposons ici un portrait (voir page 12).

Mais il faudra compter également avec une extrême-droite, version bannière étoilée¹, hydre à plusieurs têtes, qui a su dans le passé capter les mécontentements de ceux d'en bas et pervertir des aspirations progressistes comme celles des femmes avec le Women of Ku Klux Klan dont nous relatons ici la folle aventure.

Entre espoirs et menaces, là-bas comme ici, il semble bien que seule l'audace peut ouvrir une issue.

1- Voir *L'autre Amérique* n° 11 consacrée à l'extrême-droite et la nouvelle droite chrétienne américaines.

Nous remercions la Campagne pour un Milwaukee soutenable d'avoir bien voulu nous autoriser à publier ces documents.

Reconstruire Milwaukee par en bas

Un rapport économique et un plan communautaire pour le changement

Il y a un an, différentes organisations, écologistes, religieuses et communautaires de Milwaukee (Wisconsin) se sont rencontrées et ont décidé de faire quelque chose d'extraordinaire : travailler ensemble à la définition et la réalisation d'un plan de développement économique pour notre communauté.

Depuis bien longtemps des personnes, des groupes, et des organisations représentatives luttent pour améliorer la santé et la vitalité économiques de Milwaukee. Elles ont initié de nouveaux programmes dont plusieurs ont été reconnus comme des modèles de développement au niveau national. Elles ont formé des coalitions autour de questions particulières : arrêter la fuite des emplois, obtenir un système de santé décent, stopper la spéculation immobilière. Elles ont organisé une pression sur les gouvernements locaux et nationaux pour obtenir une assistance matérielle et un soutien politique. Certaines d'entre elles ont même formé leur propre organisation politique, Progressive Milwaukee, qui a présenté des candidats aux élections.

Mais elles travaillaient seules et ne se coordonnaient que sur des problèmes particuliers. Elles agissaient dans des conditions difficiles contre une série de forces qui menaçaient leurs efforts isolés :

- Évasion des emplois de la ville pour ses environs et plus récemment vers les régions rurales à bas salaires ou l'étranger.

- Dégradation des conditions de travail et des salaires [...].

- Désinvestissements massifs organisés par les institutions de crédit – banques, assurances, fonds de pension – et manque de crédit.

- Aggravation des problèmes d'éducation.

- Destruction de l'environnement, particulièrement sensible parmi les communautés pauvres.

- Politique publique – municipal, État, fédéral, comté et même international – qui, de façon perverse, subventionne les forces qui détruisent nos communautés. [...]

Il y a un an la «Campagne pour un Milwaukee équilibré» a été lancée pour formuler ce plan, mobiliser les citoyens et lutter pour sa réalisation.

Les premières personnes qui ont participé aux réunions de la Campagne ont été rejointes par des centaines d'autres. Discussions et réunions se sont succédées, et ce rapport résume le résultat de ce processus : une série de recommandations sur la politique à mener et les institutions dont nous avons besoin, à Milwaukee, pour reconstruire la ville par en bas. [...]

Contrairement aux activités économiques normales, les propositions de la Campagne sont basées sur des valeurs sociales. Nous nous sommes engagés à créer et

à défendre des emplois qui soutiennent les familles, à restaurer la santé des communautés, à sauver l'environnement naturel, à promouvoir la justice raciale et de genre, à responsabiliser les pratiques des entreprises sur des critères prenant en compte la communauté – et qui doivent être aussi importants que ceux du marché – et à rendre démocratiquement visible la façon dont les dollars provenant des impôts sont utilisés en faveur du développement économique.

Parce que nous savons aussi qu'aucun de ces buts ne peuvent être atteints sans une forte organisation populaire, nous nous engageons à soutenir nos organisations que ce soit sur les lieux de travail, dans les banlieues ou dans les institutions. [...]

Notre engagement commence avec ce plan. Un plan communautaire pour la reconstruction économique doit être, nous le croyons, le produit de notre communauté et non d'«experts». Comme communauté, nous connaissons mieux que quiconque ce dont nous souffrons, et mieux que n'importe qui nous savons comment résoudre nos problèmes. Bien que nous ayons reçu assistance technique et avis de toutes sortes, nous formulons nos recommandations par nous-mêmes.

Pour formuler ces recommandations, nous avons eu de nombreuses réunions pour identifier les problèmes majeurs que nous avons regroupés en quatre thèmes : Emploi et formation, Crédit et besoin de capitaux, Transport et environnement, Éducation. Nous avons constitué des groupes d'action qui, sur la base de ces recommandations, sont à même de prendre l'initiative d'actions. [...]

Dans le développement de ces recommandations, il a été demandé à chaque groupe d'action de procéder de la manière suivante :

- Formuler une analyse commune des plus importants problèmes et de leurs origines dans le champ d'action qui l'intéresse ; identifier les obstacles les plus importants ; définir les principes de base qui doivent guider les solutions proposées.

- Formuler une série de recommandations sur les nouvelles politiques et institutions à mettre en œuvre pour s'attaquer aux racines des problèmes et cela en accord avec l'analyse et les principes énoncés.

- Formuler des recommandations spécifiques et propres à Milwaukee sur ce que nous devons faire ici.

Emploi et formation

Milwaukee crée des emplois, mais pas assez et pas dans les bons secteurs. Pour fournir un travail à toute personne cherchant un emploi, nous avons besoin de créer 50000 emplois. Pour employer toute personne avec un salaire décent, nous avons besoin de beaucoup plus. Le tiers des salaires horaires est de 6 dollars ou moins, soit pour une famille de trois personnes, une situation au-dessous du seuil de pauvreté. Les bons emplois quittent la ville, notamment en raison des délocalisations des entreprises sous «certification syndicale»¹. L'accès à l'emploi, particulièrement aux bons emplois est un problème pour les habitants de la ville en raison des pratiques racistes, des formations dispensées inadéquates, des obstacles dressés par les entreprises contre les mouvements se battant pour de meilleures salaires et aussi des programmes gouvernementaux qui favorisent les résidents des banlieues aux dépens des habitants du centre ville².

Afin que les emplois soit préservés, le mouvement ouvrier a besoin du soutien de la communauté. Pour résoudre les problèmes d'accès au travail, la communauté a besoin du soutien du mouvement ouvrier. Afin que le développement de la ville bénéficie à ses résidents, nous avons besoin de défendre des règles précises sur les projets de développement. Nous devons combattre dans un même front le racisme en

matière d'emploi, la dégradation de la qualité des emplois. Ensemble nous pouvons vaincre. Mais nous devons changer nos manières d'agir.

Pour mieux créer des emplois, pour le maintien des emplois et ouvrir un meilleur accès à ceux-ci, tout en défendant une meilleure qualité de travail, nous proposons un nouveau contrat social dans lequel gouvernement, entreprises, mouvement ouvrier et communautés voudront et seront capables de jouer de nouveaux rôles dans la reconstruction de notre économie urbaine. [...]

Milwaukee possède encore des centaines d'emplois bien payés dans le secteur de la production des biens. Mais les employeurs quittent la cité pour d'autres régions de l'État, du pays ou même du monde où les salaires sont plus bas. [...] Lorsque Milwaukee possédait une base manufacturière en croissance, la communauté africaine-américaine a vu sa classe ouvrière croître également. Sous la pression de la Ligue urbaine de Milwaukee, du CIO³ et du gouvernement fédéral, les entreprises comme Allis-Chambers ont commencé à embaucher des gens de couleur durant la Seconde Guerre mondiale. Malgré la discrimination et la ségrégation, ces emplois ont permis de stabiliser la communauté africaine-américaine. De fait, il y a une génération, les standards de vie de la classe ouvrière africaine-américaine était ici plus proche de celui des Blancs que dans n'importe quelle autre ville du pays. La destruction du tiers des emplois du secteur manufacturier a été une véritable catastrophe économique pour les Africains-Américains et les communautés latinos. Les licenciements massifs au cours des années 80 ont d'abord frappé les travailleurs les plus jeunes. Avoir un job bien payé est un rêve perdu pour la jeunesse. [...]

Milwaukee souffre maintenant du fossé important en terme de revenus entre travailleurs africains-américains et blancs. Nous devons honnêtement prendre en compte le fait qu'à Milwaukee les problèmes économiques et raciaux sont encore plus sérieux que dans d'autres villes du pays.

La politique fédérale et celle de l'État ont promu la délocalisation des emplois hors de la ville. Après 1945, les autorités locales et celles de l'État ont investi massivement dans les nouvelles autoroutes et les transports aériens, plus que dans les moyens de transport de masse, comme le transport ferroviaire et les routes inter-urbaines. [...] Il semble bien que les ceintures péri-urbaines ont bénéficié économiquement de la destruction du centre urbain. Mais ce déplacement s'accélère et éloigne de plus en plus les centres de développement. Les entreprises se déplacent à plus de 50 ou 80 kilomètres pour trouver des zones à bas salaires. Et bien que l'idée qu'il faille affaiblir économiquement la ville est populaire dans les nouvelles ceintures urbaines, la part de financement de ces nouvelles aires urbaines dans le revenu ne fait qu'augmenter. De 1979 à 1987, la part de revenus de la ville provenant de ces nouvelles ceintures est passé de 41 à 67%. [...] Entre 1978 et 1988, Milwaukee a perdu 30% de ses emplois dans le secteur manufacturier.

La politique gouvernementale encourage les stratégies du *business* pour le développement de leur nouvelle économie globale. Chaque année, des dizaines de millions de dollars sont dépensés pour subventionner – sous la forme d'exemptions fiscales, de crédits et de contrats publics – un développement reposant sur des faibles salaires qui détruit la ville. Cela n'a aucun sens, ni économique, ni moral. Tout salaire de moins de 20000 dollars constitue une véritable ponction sur les ressources de la ville, du comté et de l'État car il doit être complété, pour une famille de 4 personnes par exemple, par un revenu d'assistance. Les économies

appliquées aux budgets sociaux ne feront qu'exacerber la crise profonde que vivent nos communautés. [...]

Recommandations

Un système de surveillance et d'alerte peut être un bon outil pour préserver les emplois puisque finalement, seulement moins du dixième des fermetures d'entreprises sont en réalité inévitables. Plus de 90% des échecs industriels sont le fait de décisions maîtrisables comme les délocalisations, les restructuration et consolidations. Ce sont des décisions planifiées ou des problèmes qu'on laisse pourrir pendant des années et par conséquent parfaitement identifiables.

[...] Nous soutenons le conseil des syndicats de Milwaukee qui a formé un tel réseau d'alerte et qui forme les travailleurs à l'élaboration, deux fois par an, d'une cartographie de l'emploi sur la ville. Quoiqu'un tel réseau ne peut pas empêcher tous les licenciements, chaque succès est d'abord le fait d'une intervention précoce. La stratégie mise en œuvre lors de chaque intervention dépend du problème rencontré. Cela peut aller de la pression de la communauté sur le centre de décision de la multinationale pour financer des plans de relocalisation, à une assistance technique et des informations pour adopter des nouvelles technologies pour des PME qui en ont besoin, jusqu'aux rachats d'entreprises par les salariés. [...]

Une économie régionale à hauts salaires nécessite généralement une force de travail qualifiée. En répondant rapidement à la volatilité du marché, en développant de nouveaux produits, en investissant dans de nouvelles technologies et en adoptant des «procès de production» hautement performant, des sociétés agissent autrement. Dans ce cadre, les travailleurs assument plus des tâches de décisions que de supervisions et ainsi connaissent des facilités de formation plus importantes que par le passé. [...] La solution à ces problèmes est d'intéresser tant les sociétés que les syndicats aux problèmes de la formation. En agissant ensemble, ils peuvent développer des standards pour les programmes de formation pour l'actuelle et future force de travail. Le management a intérêt à ce que la force de travail soit fortement qualifiée et polyvalente en vue de toute réorganisation du lieu de production. Les travailleurs acquièrent à travers une meilleure formation une capacité de mobilité plus importante dans et hors de l'entreprise. [...]

Nous proposons qu'un nouvel accord soit instauré entre les institutions publiques et les sociétés contractantes qui doivent rendre compte du respect de critères socialement responsables en termes de *business*. Cet accord doit spécifier les conditions minimales d'exigence en matière d'égalité de droits entre les travailleurs, de salaires, de conditions de travail et de respect de l'environnement de la part des entreprises contractantes. Nous sommes fortement en faveur d'une «législation» de représailles contre les sociétés qui, bien qu'ayant reçus des fonds publics, n'ont pas respecté leurs engagements vis-à-vis de la communauté.

Milwaukee est en bonne position pour développer un nouveau modèle en vue de l'expansion de l'industrie manufacturière aux États-Unis. Plusieurs programmes, déjà existants, en vue d'un tel développement, sont marqués par la façon complètement arbitraire dont sont effectuées la distribution des subventions aux entreprises qui ne prennent en retour aucun engagement sur ce que les ressources publiques peuvent attendre de telles aides. Il est complètement fou d'apporter un tel soutien à des entreprises qui «travaillent» sur des bas salaires, pour le simple fait qu'elles «créent» des emplois, qu'elles volent, par ailleurs, à des entreprises à plus hauts salaires. Aussi

notre programme doit être réservé aux entreprises qui s'engagent sur la participation ouvrière et d'autres critères importants pour la communauté comme les conditions de travail, les salaires, les conditions équitables d'embauche, la sécurité et la soutenabilité écologique. Une approche en terme de partenariat devra combiner négociation collective et accès aux ressources publiques pour le bénéfice de tous.

Nous soutenons la mise en place d'un nouvel accord entre le gouvernement de l'État et les bénéficiaires des contrats publics qui doivent satisfaire à des critères de conduite de gestion socialement responsable. L'accord devra spécifier les conditions minimales exigées sur l'ensemble des questions évoquées plus haut.

Une des façons de promouvoir des salaires élevés est de soutenir le droit à l'organisation indépendante des travailleurs. La politique publique doit soutenir activement les droits syndicaux parce que les syndicats découragent l'installation d'entreprises à bas salaires. Toute personne qui souhaite rejoindre un syndicat doit pouvoir le faire sans craindre de représailles. Même lorsque les travailleurs qui souhaitent rejoindre une organisation syndicale sont une minorité, ils doivent pouvoir s'affilier à une fédération syndicale de la région. Toute entreprise publique, au lieu de rechercher la façon d'éviter l'implantation de syndicats en son sein, doit être obligée de parler aux syndicats en vue de l'amélioration de la productivité et des services rendus ainsi que de la préservation ou l'amélioration des salaires. [...]

Capital et crédit

Le groupe de travail sur les questions de capital et de crédit a basé ses recommandations sur une analyse des problèmes rencontrés par la communauté dans l'accès au crédit. [...]

A Milwaukee, cet accès est – particulièrement pour les minorités – sévèrement restreint. En termes d'emprunts immobiliers, des chiffres précis montrent que les Africains-Américains, les Latinos, les Natifs-Américains et les Asia-Américains voient leur dossiers d'emprunt rejetés beaucoup plus fréquemment que ceux des Blancs. En 1992, 54292 emprunts furent contractés par des particuliers. Les Latinos qui représentent 3,6% de la population de la zone urbaine de Milwaukee ont bénéficié de 1,34% de ces prêts. Les Afro-Américains, (13,8% de la population) n'ont bénéficié que de 3,17% d'entre eux. Les Natifs-Américains (1% de la population) ont reçu 0,34% des prêts. Enfin, les Asia-Américains, (1,28% de la population), se sont vus attribuer 0,83% des prêts. [...]

A l'instar des résidents de Milwaukee, les entreprises qui veulent investir à Milwaukee ont des difficultés pour obtenir des prêts. Les banques les encouragent à investir hors de la ville. Les entreprises détenues par des femmes ou des membres des minorités font face, dans leur accès au crédit, à une double difficulté : elles sont frappées d'ostracisme non seulement en raison de leur volonté d'investir dans la ville mais aussi en fonction de critère de race et de sexe. [...]

Les banques ne sont pas obligées de rendre publics les projets des entreprises qu'elles financent ou refusent de financer. Des communautés (Chicago) ont obtenu une législation qui exige des banques qu'elles donnent une information sur les emprunts qu'elles accordent. Cette législation facilite pour les communautés le recensement régional de l'attribution des prêts. [...]

L'Acte de réinvestissement communautaire (CRA) a été voté en 1977 ; les organisations des communautés, et le législateur ont compris que les banques ne satisfaisaient pas aux besoins de crédit d'un grand nombre de gens et des communautés. L'idée du CRA était excellente : l'acte soulignait que les banques avaient « une obligation prioritaire et continue de

satisfaire les besoins de crédit des communautés locales au sein desquelles elles étaient installées». Le CRA peut être un puissant outil lorsque les communautés s'attaquent à une banque qui accorde peu de prêts à des segments particuliers de la population. Mais par lui même, le CRA n'est que peu efficace.[...]

Une simple examen des dix plus importantes institutions financières de Milwaukee montre que ces banques agissent peu en faveur de la ville. [...] Même si nous travaillons à réformer le système bancaire afin que tous aient accès au crédit, il est important de créer aussi d'autres programmes et/ou institutions qui peuvent satisfaire ces besoins. Dans cette voie, nous avons trois propositions :

- Utiliser les fonds publics pour encourager les banques à réaliser des objectifs économiquement ciblés.

Le ministre des Finances de l'État d'Illinois a développé un programme où les fonds de l'État sont déposés dans des banques afin de rendre disponible des capitaux pour le développement de prêts en faveur des communautés. Ce programme a permis de débloquer 136 prêts pour un montant total de 96 millions de dollars et sur les deux dernières années a permis la création de 3800 emplois. [...]

- Développer la participation des fonds de pension⁴ à des investissements économiquement ciblés.

Les fonds de pension contrôlent pratiquement 31% des actifs financiers du pays et le syndicat des fonds de pension du Wisconsin contrôle à lui seul près de 40 milliards de dollars. Peu de ces fonds ont été utilisés en faveur de projets de développement. Au lieu de cela, ces fonds sont investis sur le marché domestique traditionnel et de façon de plus en plus importante à l'étranger. [...] A New York, a été créé l'Excelsior Capital Corporation (ECC), intermédiaire financier garanti par le gouvernement local qui a permis de lier les fonds de pension et le marché «moyen» de demandes de capitaux. [...] Nous recommandons que la ville et le comté s'engage dans la création d'une structure de ce type qui pourrait servir d'intermédiaire financier pour rendre disponible pour les communautés les capitaux dont disposent les fonds de pension. [...]

- Créer des banques à buts publics

La banque à buts publics est exactement ce que son nom dit : une banque qui opère au service du public. Une telle banque permettrait à la population de Milwaukee de déposer son argent en compte en sachant que celui-ci serait investi directement au profit de la communauté. Les résidents de Milwaukee déposent des millions de dollars dans des banques. Ces banques ne considèrent pas l'investissement social comme une priorité. La banque à buts publics aurait un code de conduite précis concernant les investissements : ceux-ci devront s'effectuer majoritairement dans le secteur du logement, du développement industriel et communautaire. Leur zone géographique d'activités sera précisément délimitée. [...]

1- La «certification» syndicale dont dépend le droit à l'existence d'un syndicat est soumis à une procédure contraignante (expression minimale par voie de signatures des salariés en faveur du syndicat...). (NDT)

2- Le mouvement de «délocalisation sociale» à l'abandon des centres villes (*innercities*) désormais habitées par les plus pauvres. Les banlieues ou «nouvelles ceintures» des villes étant occupées par les couches les plus aisées. (NDT)

3- Congress of Industrial Organization. Segment de l'AFL-CIO qui regroupait, avant la fusion avec l'AFL les syndicats organisant les travailleurs les moins qualifiés.

4- Pension funds : institutions privées qui gèrent les retraites et collectent, à ce titre, une épargne importante. (NDT)

Construire la force de la communauté

Habituellement, nous pensons la régulation économique et les questions de gouvernement en terme d'État contre marché, d'ordre public contre «la liberté ou mourir» du capitalisme. Sur de nombreuses questions économiques et sociales, la meilleure réponse à la question «La régulation doit-elle être organisée par le marché ou l'État ?» est ni l'un ni l'autre. Alors que l'État joue un rôle essentiel pour l'établissement de règles publiques, qu'il peut utiliser son pouvoir d'achat ou d'autres mesures pour l'amélioration générale, il est par ailleurs trop inflexible pour trouver la solution juste à tous les problèmes qui se posent dans les entreprises, les écoles et les communautés, trop ignorant de ce que précisément il doit être fait et trop faible pour vaincre les résistances locales. Le marché, lui, organise une rentabilité réelle et une grande profitabilité, il est sans conscience sociale, ignorant des inégalités sociales et ne peut prendre en compte certains effets de l'activité économique comme la pollution.

Considérons par exemple la question de la santé. D'un côté les entreprises n'ont aucun intérêts à des postes de travail sûrs, aussi un contrôle social est nécessaire. De l'autre côté, les problèmes de sécurité et de santé sur les lieux de travail, en raison de la multiplicité des processus de travail, sont devenus de plus en plus complexes et cette complexité mine la capacité de l'État à intervenir sur ces questions pour établir des règles générales en matière d'hygiène et de sécurité.

Ces problèmes montrent qu'entre l'État et le marché, il y a besoin d'une troisième force qui intervienne dans la régulation économique et sociale : les organisations locales, soutenues par la communauté, avec leur capacité à rassembler l'information, à représenter les groupes d'exclus et faire rendre compte tant à l'État qu'aux entreprises privées de leurs actions.[...]

L'autre Amérique en Black and Blue

n°2 / Malcolm X, réflexions sur l'héritage /
Angela Davis, Manning Marable (épuisé)

n°5 / Still Black, Still Strong /
Dhoruba Bin Wahad

n° 6 / Le mouvement pour la justice
environnementale dans le Sud

n°8-9 / Los Angeles, terre promise ou marais /
Mike Davis

n°13 / Mumia Abu Jamal,
histoire d'un lynchage programmé (à paraître)

Tony Mazzocchi

Portrait d'un syndicaliste pas ordinaire

Du 6 au 9 juin prochains, Labor Party Advocates (LPA) tiendra sa convention de fondation à Cleveland (Ohio). Après plusieurs années de campagne d'information en faveur du projet de Parti du Travail permettant une expression politique indépendante des opprimés, LPA a décidé de passer à l'étape supérieure. A ce jour, l'histoire du mouvement ouvrier américain et de son expression politique indépendante du Parti démocrate a été faite et défaits de rendez-vous manqués. Cette fin de siècle, grise et inquiétante, verra-t-elle enfin ce vieux rêve aboutir ? A l'origine de LPA, il y a Tony Mazzocchi, ancien dirigeant du syndicat des travailleurs de la chimie, du pétrole et de l'atome (OCAW), dont nous proposons ici un portrait, avant de revenir dans les prochaines livraisons de *L'autre Amérique* sur les différents processus en cours autour de ce projet de Parti du Travail dont le LPA n'est qu'un des protagonistes et qui peut, ailleurs, prendre d'autres appellations.

«Le travail c'est de la merde» dit Tony Mazzocchi ; dans son monde parfait personne n'aurait besoin de travailler plus de deux heures par jour. On passerait le temps restant en conversations, à lire des bouquins, à contempler l'océan (un océan non pollué), à bouffer de la mozzarella fraîche et à déguster un sacré bon vieux rouge.

Mazzocchi, qui fut longtemps dirigeant syndical chez les travailleurs du pétrole, de la chimie, et de l'atome (OCAW), se garde, tout le temps, au fond du cœur, cette vision d'un monde plus heureux : si le bon sens et non la cupidité, régissait le monde, tout désir ou tout besoin de chacun pourrait être satisfait par le travail de deux heures par jour et par personne. A l'âge de 65 ans Mazzocchi, vif, soigné, et bientôt chauve, travaille, du matin au soir, c'est-à-dire bien plus que ce qu'il propose; il ne s'arrête que durant de brefs moments. Mais il se plaît à dire que rien de tout cela s'apparente réellement à du «travail» – ça n'a rien à voir avec la tension et avec le côté fastidieux d'une équipe de 12 heures dans une raffinerie de pétrole.

Il passe la plupart des jours à parler aux syndicalistes et à d'autres gens à propos de choses telles que comment le mouvement ouvrier pourrait en finir avec le réchauffement de la terre, pourquoi les travailleurs ont besoin d'un parti politique à eux, et comment un système de sécurité sociale peut seul mettre fin à la crise des besoins de santé. Et il est reconnaissant au fait qu'il n'a passé qu'un temps relativement court de son existence dans une usine chimique. Mazzocchi est depuis longtemps considéré comme un franc-tireur dans le monde doucereux des bureaucrates syndicaux. Mais ses idées ou ses projets ne sont pas le produit d'une réaction contre la bureaucratie syndicale – ce n'est pas un dissident syndical. Ils ne proviennent pas plus d'une idéologie à priori. Sa politique, et sa personnalité, chaude et

mesurée, viennent de son expérience, à commencer par son enfance à Bensonhurst (Brooklyn).

Un gars de Bensonhurst

Selon ses propres dires, Mazzocchi était un garçon typique de Bensonhurst, qui a passé un paquet de temps à jouer dans les rues et au long des quais vers le sud. Mais quand les États-Unis sont entrés en guerre, Mazzocchi, âgé seulement de 16 ans, se sentit très concerné par le combat contre le fascisme et il dut mentir sur son âge pour pouvoir s'enrôler dans l'armée. Mazzocchi rejoignit l'infanterie et passa les années suivantes à traverser l'Europe dans un blindé, assistant à des choses qui lui donnent encore des cauchemars aujourd'hui... Son unité a pris part aux batailles du Saillant et à la libération du camp de concentration de Buchenwald. «La guerre, dit-il m'a forcé à penser pourquoi les gens étaient là à se tuer les uns les autres, à ce qui étaient leurs motivations politiques. Cela m'a politisé». Il lut alors tout ce qui pouvait lui tomber sous la main, en partie pour se distraire du froid, de l'ennui, de la peur et de l'humidité. Ayant survécu à la guerre, Mazzocchi dit qu'il en revint avec le sentiment que le restant de sa vie «était en quelque sorte un cadeau». C'est peut-être pour cela qu'il réagit aux batailles politiques et à d'autres situations tendues avec aplomb. Il peut être ennuyé ou légèrement irrité, mais cela n'apparaîtra pas.

Dans les années d'après-guerre, Mazzocchi bénéficia d'une aide financière grâce au décret sur le retour des militaires. Il passa un moment de sa vie à lire, à suivre des cours et ensuite travailla dans quelques usines, bénéficiant d'un bon salaire. Son expérience du GI Bill, une mesure prise pour aider à passer en douceur la période de transition à une économie de paix devint le modèle de la proposition qu'il mit sur la table il y a quelques années : un fonds spécial pour les travailleurs. L'argumentation de Mazzocchi est basée sur le fait que tous ceux qui sont affectés aujourd'hui par les bouleversements économiques devraient recevoir le même traitement que les vétérans revenus de la seconde guerre mondiale. Les gens travaillant dans les industries liées au domaine militaire et les ouvriers des industries hautement polluantes, qui doivent être provisoirement arrêtées pour préserver l'environnement, devraient avoir l'opportunité de retourner à l'école, tout en ayant leurs revenus garantis. A la différence des propositions avancées aujourd'hui pour aider les travailleurs licenciés, le GI Bill n'était pas un simple programme de «réinsertion». Il permit à de nombreuses personnes issues de la classe ouvrière de recevoir une éducation complète et de s'emparer du monde des idées.

Il y a déjà longtemps, Mazzocchi était dirigeant syndical local et représentant les travailleurs de la chimie d'une usine de cosmétiques à Long Island. C'était une section de base vivante qui essayait aussi bien de faire rebondir l'intellect de ses membres que de les recruter pour l'équipe de bowling. Ils lisaient des romans engagés à gauche de Howard Fast et se frayaient un chemin ensemble vers des bouquins plus explicitement politiques. Ils produisirent une pièce de théâtre. Ils s'investirent dans la politique locale et soutinrent Adlai Stevenson en 1956 dans sa candidature à la présidence.

«En recherchant un thème qui puisse articuler la campagne, se souvient Mazzocchi, alors dirigeant du syndicat local, nous nous sommes emparés de l'appel de Stevenson pour la cessation des essais d'armes nucléaires». Mazzocchi rencontra alors l'écologiste Barry Commoner. Ce dernier essayait d'établir que le strontium 90, un radio-isotope présent dans les retombées d'essais nucléaires, était réinséré dans la

chaîne alimentaire. «Comme le strontium était un consommateur de calcium et que vous ne pouviez pas extraire les os des gens pour les tests, il nous vint l'idée de tester la dentition des bébés, raconte Mazzocchi. Et donc les membres de l'union, des femmes pour la plupart, s'en allèrent collecter les dents perdues par leurs propres enfants pour les faire expertiser. Les dents contenaient du strontium.

«Au vu des résultats de cette étude sur la dentition des bébés, je pris contact, pour la première fois, avec des savants et je me suis mis à réfléchir sur les problèmes de santé et de sécurité, spécialement sur les radiations» explique Mazzocchi. C'était un domaine assez inhabituel pour un leader syndical au début des années 60.

Protéger les travailleurs contre les toxiques

Au milieu des années 60, en tant que responsable du secteur juridique du syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'atome, Mazzocchi et quelques autres syndicalistes intéressés par les problèmes de santé et de sécurité, se mirent à parler avec les scientifiques et avec le Mouvement naissant pour les intérêts publics dirigé par Ralph Nader, à propos de ce que subissaient les travailleurs dans les entreprises. Ils commencèrent à voir la nécessité d'une loi fédérale pour protéger les travailleurs contre l'envahissement grandissant des substances toxiques qu'ils manipulaient et produisaient. Après des années de discussions entre savants, travailleurs et législateurs, le Congrès adopta en 1970, une loi sur la santé et la sécurité dans le domaine professionnel.

Mazzocchi aida aussi à la formulation du principe du droit à savoir des travailleurs à propos des substances qu'ils étaient amenés à manier. Beaucoup de gens ne voyaient que de très loin l'idée selon laquelle les entreprises auraient à fournir aux travailleurs des informations sur les dangers des produits chimiques auxquels ils étaient exposés dans leur job, mais c'est devenu depuis une protection légale établie. Maintenant, les militants – y compris Mazzocchi – remarquent que, tant les ouvriers que les groupes communautaires, devraient avoir un droit d'agir quand ils ont des raisons de craindre un danger immédiat sur un site de travail.

Dans les années 60 et 70, Mazzocchi se trouvait aussi, à Washington, au milieu des foules d'opposants à la guerre du Vietnam. Il s'investit dans les groupes pacifistes et aida à la fondation du comité contre la politique nucléaire (devenu depuis SANE/FREEZE) et prit la parole lors de la première journée de la Terre en 1970. En 1974, Mazzocchi était à table avec des travailleurs d'une usine de plutonium d'Oklahoma, essayant de mettre au point un plan pour combattre une campagne antisyndicale. Une militante syndicale présente autour de la table, Karen Silkwood, déclara qu'elle avait un bout d'information qui pouvait être utilisé contre l'entreprise Kerr Mac Gee, qui, croyait-elle, falsifiait des rapports pour cacher les imperfections dangereuses des conduites d'alimentation de l'entreprise. Mazzocchi bondit sur l'information, la pressant de la vérifier.

Deux mois plus tard, Karen Silkwood était morte¹. Partie rencontrer un reporter du New York Times avec ses preuves, sa voiture quitta subitement la route – ou fut poussée à quitter la route...

Mazzocchi a commencé à produire une pièce sur Silkwood qui, espérait-il, donnerait un peu de lumière sur ce qu'elle représentait. «Elle était une militante syndicale essayant de sauver le syndicat» se souvient-il, pour ajouter aussitôt que si Kerr Mac Gee falsifiait ses rapports, les conséquences potentielles pourraient être mortelles. Les conduites étaient destinées au site nucléaire de Hanford où une malfaçon «pouvait mettre

des millions de gens en danger». Mazzocchi pense que lui même également a pu être, à des moments particuliers, une cible. Trois mois après la mort de Karen Silkwood, en revenant de Washington où il avait tenu une conférence, de façon inexplicable, sa voiture fit une embardée. Il fut gravement blessé et sa voiture bonne pour la casse. Plus tard, il devait découvrir dans son salon un micro d'écoute.

L'intérêt porté par Mazzocchi pour la santé et la sécurité des travailleurs et des communautés et pour l'environnement sont une conséquence directe de son travail de représentation des travailleurs des industries toxiques et polluantes.

La tension entre le besoin de protéger la santé des travailleurs et celle de la communauté et l'obligation absolue de tout dirigeant syndical de défendre l'emploi a été l'histoire de la vie politique de Mazzocchi. Il a subi deux défaites lorsqu'il s'est présenté, en 1979 et 1981, à la présidence du syndicat des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'atome (OCAW). Dans les deux cas, l'opposition fit usage de ses opinions controversées. Durant les années où il milita en dehors des bureaux du syndicat, Mazzocchi poursuivit ses projets et en commença de nouveaux, notamment la fondation de l'Institut du Travail à New York, organisme qui aide les syndicats à former leurs membres et qui proposent des discussions autour de thème allant de la santé et de la sécurité à l'engagement politique. L'Institut fait partie d'une stratégie incessante, que confesse Mazzocchi, «pour toucher des gens brillants». «C'est la seule façon pour des gens aussi stupides que moi d'arriver à faire aboutir quelques choses» ironise-t-il. Ainsi, un certain nombre d'individus intelligents et doués de calme peuvent donner chair aux conceptions de Mazzocchi et tendent à combattre son légendaire défaut : la distraction.

Mais Mazzocchi n'est, de toute évidence, pas stupide. Il a généralement douze idées bouillonnant à la minute. Et, malgré cela, il rit quand on le traite d'intellectuel. Mazzocchi dévore les bouquins. L'histoire, les biographies, les arts et même la linguistique le fascinent. Ses conversations sont souvent une rapide succession de pensées apparemment sans liaisons. Sa théorie est qu'il dispose d'un cerveau rempli de synopsis hyperactifs, un million de voies inattendues et de connections. Quoiqu'en soit la cause, l'effet est une pensée extraordinairement expansive et pleine d'espoir. En 1989, Mazzocchi fut sollicité en vue de soutenir le programme de ses anciens opposants dans le syndicat qui avaient calculé que seul le soutien de Mazzocchi pourrait leur permettre de gagner la majorité dans une élection syndicale particulièrement serrée (même écarté des bureaux, Mazzocchi a toujours joui d'une large base de soutien dans le syndicat). Le programme en question gagna l'élection et, durant deux ans, Mazzocchi fut secrétaire-trésorier du syndicat. Quand son mandat pris fin, Mazzocchi resta comme assistant du nouveau président, Bob Wages, qui lui aussi à quelque chose de caractéristiques d'un feu d'artifices ambulants.

Mazzocchi saute encore d'avion en avion plusieurs fois par semaine. Il parle de plus en plus fréquemment devant les groupes écologistes aux prises avec le problème de la contradiction «des boulots contre l'environnement». Beaucoup d'entre eux soutiennent, ou au moins reconnaissent comme fondée l'idée du fonds spécial pour les travailleurs avancé par Mazzocchi.

Ce qui plaît évidemment à Mazzocchi, mais il tempère cette opinion en disant qu'il n'y pas de réponse simple à la contradiction existante entre les boulots et l'environnement. Il se distancie de ceux qui prétendent qu'une bonne communication entre syndicalistes et écologistes permettraient de les rapprocher, car pour lui, il y a là une contradiction fondamentale. Quand les industries sont confrontées à la fermeture pour raisons

écologiques, le mieux que l'on puisse faire est d'offrir une protection aux travailleurs. La «formation», selon lui, n'est pas une solution viable à la dislocation du travail. «A quoi sommes nous formés» demande-t-il, en argumentant sur le fait qu'un cours de six mois d'informatique ne peut pas rapporter un bon boulot à un bûcheron licencié de l'Oregon et âgé de 50 ans. Ce dont ont besoins les travailleurs, croit-il, c'est d'un revenu maintenu à long terme et l'opportunité de poursuivre un réel cycle éducatif.

Construire un parti du Travail ?

En dernière analyse, dit Mazzocchi, rien d'aussi fondamental qu'un réel fonds spécial pour les travailleurs ne peut aboutir sans une nouvelle configuration politique dans ce pays. Ayant eu une importante expérience de la politique du parti Démocrate à un niveau local et national, durant plusieurs dizaines d'années, Mazzocchi considère ce parti comme absolument sans espoir. Tant les démocrates que les républicains représentent les intérêts des nantis et des entreprises, et les travailleurs (et les écologistes) ne disposent pas de représentation politique insiste-t-il.

C'est une position qu'il défend depuis les premiers temps de l'administration Carter, qui ne prit aucune législation significative en faveur des salariés. Toutefois, c'est au cours de ces dernières années que Mazzocchi a élaboré des propositions en vue de la construction d'un parti politique. Lorsqu'une masse critique de plusieurs milliers de membres auront rejoint LPA, Mazzocchi prévoit de lancer le parti, d'abord comme un véhicule non-électoral pour promouvoir un programme ouvrier. Ce serait une erreur de se précipiter sur l'arène électorale dit Mazzocchi, quand tout ce que vous pouvez faire est soit de perdre, soit de vous vendre parce que vous ne disposez pas d'un mouvement assez fort pour vous faire entendre.

Ces derniers temps, l'autre majeure préoccupation de Mazzocchi est de parler aux groupes locaux en faveur d'un parti du Travail. Ses contacts – ces groupes locaux vont de quelques dizaines à quelques centaines de personnes – l'ont convaincu d'une nouvelle réceptivité à l'indépendance politique. Les partisans du parti du Travail sont soutenus par nombre de syndicats et continuent d'étendre leur recrutement.

Que pouvons nous faire ? sinon essayer...

L'argument principal auquel se heurte Mazzocchi vient des gens qui considèrent que LPA devrait développer une plateforme politique plus explicite que celle consistant à recruter seulement des membres. Mazzocchi maintient que procéder de la sorte ne serait pas démocratique et que le groupe ne refléterait que les opinions des promoteurs du parti. «Vous devez avoir de la patience. C'est un processus de construction» insiste-t-il. Il remarque que beaucoup de gens auxquels il parle au sujet de LPA y sont favorable mais sont préoccupés par tout ce qui pourrait mal tourner et posent des questions sur d'éventuels désaccords qui pourraient survenir. «Je dis toujours, vous avez raison, vous avez absolument raison. Les chances de ce projet sont contre nous. Que pouvons nous faire ? sinon essayer...».

The Guardian
Traduction MM

1- L'histoire de Karen Silkwood a été portée à l'écran en 1983 par Mike Nichols (*Le mystère Silkwood*) avec Merryll Streep (NDT).

2- Adlai Stevenson, gouverneur démocrate de l'Illinois, fut candidat aux élections présidentielles de 1952. J. E. Hoover, patron du FBI et le sénateur McCarthy déclenchèrent contre lui une furieuse campagne de calomnies. Il fut battu par Eisenhower qui recueillit 55,2% des voix. (ndt)

Femmes du Klan, Racisme et genre dans les années 20

un livre de Kathleen M. Blee

Patrick Le Tréhondat

University of California Press, 1991

Avec cet ouvrage, produit de six années de travail, Kathleen M. Blee ouvre un nouveau champ de réflexion sur le Ku Klux Klan, notamment dans sa période étudiée dite de la «seconde période» qui couvre les années 1920 à 1929 et où le mouvement raciste était un réel mouvement de masse comptant près de 5 millions de membres. Cette étude est forte d'un paradoxe : comment et pourquoi des milliers de femmes se sont organisées sur une base raciste, antisémite et réactionnaire pour la défense de leurs droits en tant que femmes ? De quelles adaptations le Klan mâle a-t-il été capable pour accueillir ces femmes ?

Le discours fondateur du premier Klan des années 1860 s'organisait autour de l'idée de protection de la femme blanche et de sa pureté. Mais les femmes blanches étaient exclues de l'organisation qui se vivait comme une véritable «fraternité mâle et blanche». La symbolique du Klan était basée sur une masculinité violente et la vulnérabilité de la femme blanche, thème récurrent dans la propagande du Klan. La haine des Noirs, des républicains, et des Nordistes en général, se traduisait par des méthodes violentes et notamment des violences sexuelles contre des femmes noires ou blanches. «Le symbolisme complexe du genre et du sexuel dans le premier Klan était visible également dans la propagande circulant parmi les hommes du Klan. Ceux-ci considéraient que l'abolition de l'esclavage avait conduit à rompre leur accès sexuel aux femmes noires et leur accès sexuel exclusif aux femmes blanches» souligne Blee. La thématique du viol de la femme par le Noir était en réalité le véhicule d'une volonté de maintien du pouvoir de domination sexuel tant par rapport à la femme noire qu'à sa contrepartie blanche. Une approche féministe permet de dévoiler les véritables racines de cette thématique du viol, si présente, comme en réalité celle du pouvoir. Dans son discours, la peur sociale organisée par le Klan autour des menaces de viols de femmes blanches par des Noirs masquait fondamentalement la frustration de perte de pouvoir des hommes blancs par une dénonciation du possible d'un crime. La question de race et genre trouvant ici un nœud diabolique dont les effets joueront à plein lors de la renaissance du Klan dans les années 1910 après avoir disparu dans les années 1870.

En 1915 le Klan renaît des efforts de William J. Simmons. Dans son entreprise, il s'adjoint Edward Clarke et Elisabeth Tyler et leur Southern Public Association que l'on qualifierait aujourd'hui d'agence de communication. La Southern Public Association organise la promotion de la Croix Rouge, de l'Armée du Salut et de l'Anti Saloon League. Un accord financier conclu entre Clark, Tyler et Simmons permet à l'Agence de prélever un pourcentage sur les cotisations payées

par les nouveaux membres recrutés. Très vite, les adhérents affluent. Les six premiers mois de cette nouvelle association 85000 nouveaux Klanmembers sont recrutés (ce qui représentait en termes de cotisations 850000 dollars). Cependant des tensions internes entre les nouveaux dirigeants du Klan, souvent provoqués par des problèmes d'argent (le Klan dans ses meilleurs moments a représenté une énorme machine économiquement très profitable), conduisent à des ruptures avec le départ de Clark et Tyler. Cependant, le passage d'Elisabeth Tyler à la direction du Klan avait convaincu Simmons que désormais le mouvement devait ouvrir ses portes aux femmes blanches. Le droit de vote avait été reconnu aux femmes. L'engagement actif des femmes dans les ligues pour la tempérance et les mouvements pour le droit de vote marquaient la volonté de ces nouvelles générations de femmes d'être des acteurs sociaux et politiques à part entière. Fiercy Cross, le journal du Klan, commença à publier au début de l'année 1922, des lettres de femmes protestant contre le refus du mouvement de les accueillir. L'une d'entre elles souligne qu'une telle exclusion revenait à considérer les femmes blanches comme un groupe inférieur «comme les Juifs et les Nègres». Jusqu'ici les femmes pouvaient appartenir à des groupes informels liés au Klan qui jouaient un rôle d'auxiliaire lors d'activités du Klan, même si certains de ces groupes s'étaient attribués une identité Klan avec l'usage de ses costumes, et de ses pratiques du secret. Sans attendre le bon vouloir du Klan, des organisations réactionnaires de femmes existaient. Dans le Sud, la Grande Ligue des femmes protestantes, née en 1922, attirait de nombreuses femmes, et utilisait un discours suprémaciste blanc comparable à celui du Klan. Cette organisation fut par exemple très attentive à la situation des femmes non qualifiées venues de campagne et possédait à Boston un centre de formation professionnelle réservée aux femmes. D'autres organisations de ce type existaient ailleurs. De leur fusion naîtra le Klan des femmes. L'année 1923 vit la lutte entre deux dirigeants du Klan s'aviver notamment autour de l'enjeu que représentait, aux yeux des deux chefs klanistes, l'organisation des femmes. Au-delà des péripéties qui appartiennent à l'histoire des hommes du Klan, cette lutte permit en juin 1923 la fondation du Women of Ku Klux Klan (WKKK).

Women of Ku Klux Klan

Dès sa fondation le WKKK s'affirma comme une organisation «de femmes pour les femmes que les hommes n'exploiteront pas pour leurs propres intérêts». A sa naissance le WKKK comptait 125000 membres, possédait sa propre direction composée uniquement de femmes, ses propres réunions non-mixtes, ses propres ressources et locaux.

Sur les principes généraux le WKKK ne se différenciait pas du KKK dans son discours raciste, antisémite, anti-catholique. Le WKKK défendait l'«éternel suprématie» de la race blanche, la protection des femmes et la défense du drapeau. La symbolique du Klan mâle si elle est adoptée dans sa forme par le WKKK, n'en subit pas moins, selon Kathleen M. Blee, une modification quant à son sens. Ainsi, le fameux costume Klan est présenté dans le catalogue produit par le WKKK comme permettant de montrer une «unité» entre femmes, le collectif primant sur l'individuel. Les activités du WKKK étaient très diverses. Par son action de propagande générale, le WKKK cherchait à légitimer le Klan lui-même et ses débordements violents. Cependant, rarement le WKKK fut lui-même acteur de violences à quelques exceptions près. Dans le domaine social, des secours étaient organisés pour les plus démunies. Un des traits particulier du WKKK fut sa lutte

contre l'alcool. De nombreuses femmes qui allaient devenir les cadres du WKKK étaient issues du mouvement pour la tempérance. La lutte contre la vente d'alcool, avec l'organisation de boycott de magasins, s'accompagnait souvent d'un discours antisémite dirigé contre les commerçants visés. Ces campagnes pouvaient prendre un tour très virulent. Ainsi la présidente de la section de Vinton (Iowa) sera assassinée pour avoir fait connaître les noms de présumés bootleggers. Dans le domaine de l'éducation, ce sont les catholiques qui étaient visés. Une section de Floride du WKKK organisa une nursery gratuite afin de mettre en échec les tentatives des personnels catholiques de détruire les écoles publiques. Des centres d'accueil de jeunes filles «pour la protection de leur vertu» mais également pour les mettre à l'abri des néfastes influences catholiques sévissant dans le secteur public furent créés. Ailleurs la mobilisation des femmes du WKKK pouvait s'organiser autour de la demande de retirer les encyclopédies catholiques des bibliothèques d'écoles, l'interdiction de mariages interraciaux.

Traditionnellement les hommes du Klan concevaient que la place de la femme était au foyer, lieu de travail du gestionnaire de la famille. Le WKKK développera une autre conception où la «glorieuse mission» d'élever des enfants est qualifiée de charge. Kathleen M. Blee donne l'exemple d'une responsable du WKKK qui proposera une campagne en faveur de la limitation à 8 heures du travail des femmes à la maison.

Le mouvement anti-Klan s'opposera, le plus souvent, au WKKK sur des bases sexistes attaquant ces femmes qui «abandonnent maris et enfants pour la politique». Selon Kathleen M. Blee, il balancera entre l'explication de manipulation des femmes du Klan par les hommes ou celle de la manipulation des hommes du KKK par les femmes du WKKK, récusant dans les deux cas aux femmes du WKKK tout statut d'«actrices politiques autonomes».

L'étude du développement du WKKK développée par Kathleen M. Blee s'appuie sur un minutieux travail des activités de cette organisation dans l'Indiana où elle a pu retrouver des femmes ayant appartenu à cette organisation.

Dès 1928, les effectifs des deux Klans s'effondrent. Deux années plus tard, seuls 50000 hommes et femmes sont encore membres de l'Invisible Empire. Les raisons de cet «évanouissement» des Klans restent encore en discussion. Depuis, au-delà des brèves renaissances que connaîtra le Klan dans les années 50 contre notamment le mouvement noir des droits civiques, les femmes disparaîtront dans les différents Klans qui se succéderont. La poignée de femmes qui poursuivent, aux côtés des Klanistes, cette terrifiante quête d'un monde blanc dominateur ne se verront assigner qu'un rôle subalterne. «L'histoire du WKKK nous conduit à repenser nos modèles d'idéologie politique. La conception classique que les femmes dans les mouvements réactionnaires soutiennent un programme antiféministe ne nous rend pas intelligible les relations complexes qui nouent comportements et attitudes vis à vis des questions ayant trait au genre, à la race, à l'économie et au nationalisme. Plus précisément, s'il est vrai que ces attitudes ne sont pas sans relations, elles ne sont pas pour autant historiquement cohérentes entre elles. Soutenir l'égalité de genre, en particulier, ne conduit pas à une relation automatique et facile avec l'ensemble des autres convictions progressistes» souligne Kathleen M. Blee. «De nombreuses femmes, quoique déçues par les organisations féministes modernes, continuent de soutenir fortement l'égalité de genre et les droits des femmes à la maison, au travail et sur la scène électorale. Une minorité de femmes, cependant – particulièrement celles qui s'identifient plus

comme femmes au foyer, mères, et épouses que comme femmes travailleuses – soutient ouvertement les causes antiféministes comme les mouvements anti-avortement et anti-ERA (amendement à la Constitution américaine reconnaissant l'égalité des droits entre hommes et femmes, ndt) considérant qu'ainsi elles défendent en tant que femmes leurs intérêts. En un sens, les difficultés des mouvements féministes à promouvoir l'individualité des femmes sans implicitement dénigrer le rôle de la femme dans la famille et au foyer a ouvert le chemin à ces femmes à une adhésion massive à la nouvelle droite dans les années 70 et 80» poursuit Blee dans l'épilogue de son ouvrage.

«La courte vie du KKK et du WKKK dans les années 20 démontre la fragilité des mouvements de masse porteur d'un racisme extrémiste et nativiste. Encore qu'il suggère également la puissance multiforme d'attraction de politiques réactionnaires. Il est certain que les femmes qui ont rejoint l'un des mouvements les plus pervers de l'histoire des États-Unis partageaient les mêmes aspirations à la suprématie blanche que les hommes du Klan. Cependant, il faut noter que l'appel du Klan aux femmes créa un espace hors du royaume du racisme et nativisme traditionnel : celui de la quête des droits des femmes fait de soutien mutuel, d'amitié et de sociabilité parmi des femmes qui partageaient une même conception des choses» conclut Kathleen M. Blee.

Los Angeles

Victoire de l'Alliance multiraciale

Martin Barrera passe ses nuits à nettoyer les bureaux des hauts immeubles de Los Angeles. Pourtant ces derniers temps, c'est dans le local du syndicat, que l'on pouvait le trouver, assis et anxieux, à attendre, à 5 heures du matin, avec bien d'autres militants de la section 399 du Syndicats des employés (SEIU), les résultats des élections syndicales sur la ville. Barrera est un membre actif de l'Alliance multiraciale, une association pour la réforme et la démocratisation du syndicat. L'Alliance a présenté 21 candidats pour les 25 sièges à pourvoir, et le 8 juin dernier les «administrateurs» du syndicat ont du faire face à une contestation interne inédite. L'Alliance multiraciale avait organisé des transports collectifs pour que les adhérents puissent aller voter et des observateurs de l'Alliance ont surveillé la régularité des votes. Sur les lieux de vote, les membres de l'Alliance étaient même équipés de téléphones portables pour échanger plus rapidement des informations. La direction du syndicat et ses permanents n'en croyaient pas leurs yeux : des nettoyeurs de bureaux, la plupart immigrants d'Amérique centrale ou du Mexique, parlant difficilement anglais pour la plupart, et dont les nuits sont occupées à briquer les bureaux de puissantes compagnies, s'avéraient être très bien organisés et utilisaient même des téléphones portables...

Le 9 juin, l'Association américaine d'arbitrage dépouilla les bulletins de vote. Le président du syndicat, Jim Zellers était pale et morose. Au siège du syndicat, chacun attendait les résultats. Barrera n'en crut pas ses oreilles. Avec ses camarades qui attendaient depuis plusieurs heures les résultats des élections, il s'est alors écrié «Si se Puede» (Oui, nous le pouvons) : les 21 candidats de l'Alliance multiraciale étaient élus. ! Ce modeste groupe avait triomphé contre la machine d'une

des plus grosses sections de toute la Californie et du syndicat SEIU.

La 399 est en effet une des sections les plus importante avec quelques 25000 membres qui travaillent pour l'essentiel dans le secteur des services [...] Les adhérents sont très divers dans leur composition ethnique et raciale et compte beaucoup de Latinos de la première génération. La section 399 possède une bonne réputation dans le mouvement syndical, celle d'une section militante et progressiste, un modèle pour les autres sections du SEIU. Mais depuis des années, derrière cette façade d'activisme, de fortes contradictions entre la direction du syndicat et la base sont apparues. La vérité est que le syndicat est dirigé dans le style d'un «réseau composé de vieux hommes blancs». Mais «les vieux messieurs» se décrivant comme «progressistes» avaient pourtant des pratiques antidémocratiques, semblaient dans le racisme et ne représentaient qu'eux mêmes. La direction excluait ceux-là même qui construisaient le syndicat et n'apportait que peu de réponses aux attaques des employeurs. Finalement, fatigué de ne pas être respecté, un groupe de travailleurs fonda l'Alliance multiraciale pour reprendre en main le syndicat. Multiraciale et multiethnique, l'Alliance rompt la division sociale entre employé à hauts et faibles revenus. La campagne électorale de la direction du syndicat, forte de ses permanents, a appelé les employeurs à faire obstacle à la présence de l'Alliance sur les lieux de travail. Elle tenta même de disqualifier ses candidats en utilisant des arguments racistes pour diviser les syndicalistes. Malgré cela, l'Alliance a gagné et le 13 juillet 1995, les 21 nouveaux élus ont pris leur place dans l'administration du syndicat. [...]

Le président Zellers tente aujourd'hui de reprendre en main l'ensemble du syndicat, contrairement aux statuts de l'organisation et contre la volonté de ses membres. Ironiquement cette approche semble contradictoire au programme de John Sweeney, président du SEIU, qui est candidat à la présidence de l'AFL-CIO sur les principes de réformes et de participation démocratique des travailleurs à leur syndicat.

Labor Notes, août 1995

AFL-CIO

John Sweeney contre Tom Donahue

Ce sera donc John Sweeney contre Tom Donahue lors des élections de l'automne prochain qui décideront de qui présidera l'AFL-CIO. A moins bien entendu que Donahue décide encore une fois de se retirer de la course. Ou bien encore que Sweeney change d'avis, bien qu'il ait, jusqu'ici, ouvertement dit que Donahue ne serait pas un bon président. Le groupe de dirigeants syndicaux qui ont voulu se débarrasser de l'actuel président Lane Kirkland en faveur de Tom Donahue, apporte maintenant leur soutien à John Sweeney le président du Syndicat international des employés du secteur des services (SEIU). Ils comptent bien installer Sweeney aux postes de commandes de l'AFL-CIO lors de la convention qui se tiendra en octobre prochain. Mais Donahue risque d'occuper ce poste avant les votes des délégués si Kirkland décide de se retirer avant la fin de son mandat comme il l'a annoncé. Les syndicats qui veulent se débarrasser de Kirkland et Donahue souhaitent une AFL-CIO plus militante, plus offensive vis-à-vis du Congrès. Ce groupe regroupe

notamment les leaders du syndicats des Teamster, de la SEIU, des Mineurs, de l'Atome et de la Chimie, des Charpentiers. De l'autre côté, les syndicats des Télécommunications, des facteurs, de l'Electricité et des enseignants soutiennent Donahue.

Sweeney annonce qu'il consacra 30% des ressources de l'AFL-CIO à une campagne de syndicalisation. Ses supporters font remarquer que le syndicat qu'il dirige, le SEIU, est une des rares organisations qui a connu une croissance de ses effectifs ces dernières années. Depuis 1980, date à laquelle Sweeney a été élu à la tête du syndicat, les effectifs ont doublé et compte aujourd'hui 1,1 million d'adhérents. D'autres syndicalistes font remarquer que cette croissance provient pour partie de l'affiliation à la SEIU de syndicats déjà constitués. Au côté de Sweeney, nous retrouvons Richard Trumka, président du très militant Syndicat des mineurs (UMW), qui se présentera au poste de secrétaire-trésorier et Linda Chavez-Thompson, vice-présidente de l'AFSCME, qui brigue la vice-présidence. Une fonction que la convention devra décider de créer.

La candidature de Trumka est considérée par de nombreux syndicalistes comme positive. Lors de la consultation organisée par la revue *Labor Notes*, il a recueilli le plus grand nombre de suffrages.

Si certains peuvent douter des réels changements que peuvent provoquer une élection à la tête de l'AFL-CIO, il est pourtant claire que le déroulement de cette élection avec l'affrontement entre les deux listes montre que, contrairement au passé, un processus de changement est en cours.

Labor Notes

WAR ZONE

Decatur. Le 10 juillet, après deux jours de votes, les membres de la section UPIU 7837, lock-outés par la A.E. Staley Manufacturing Co depuis plus de deux ans, ont rejeté la proposition de contrat faite par la compagnie. 93% des 600 inscrits ont participé au vote à bulletin secret qui était supervisé par le Service de médiation des élections de l'Illinois. Le résultat fut finalement de 318 contre et 241 pour.

«Nos membres ont démontré qu'ils étaient totalement engagés dans leur combat et que Staley ne pourrait pas nous soumettre» a déclaré à l'issue du vote le président de la section 7837 David Watts. «Les membres du syndicat ont parlé et ils ont clairement dit qu'ils n'abandonneraient pas la lutte. Staley doit comprendre que notre campagne pour la justice ne prendra pas fin tant qu'elle n'offrira pas un honnête compromis».

Le comité de négociation du syndicat avait appelé les travailleurs à ne pas accepter la proposition soumise au vote et qui ne répondait en rien aux raisons du conflit qui dure depuis plus de trois ans. Le syndicat condamnait particulièrement l'obstination de Staley à vouloir s'octroyer le droit d'engager des employés hors contrat et d'organiser des rotations d'équipes sur une base de 12 heures de travail. Au lendemain du vote, la section 7837 a accentué sa campagne contre les clients de Staley, particulièrement contre Pepsi Cola qui achète 30% des produits sucrés de Staley. «Nous tenons Pepsi comptable pour son rôle dans la honteuse attaque contre les travailleurs américains» a déclaré Watts. «Nous allons accentuer la pression contre Staley en appelant nos supporters dans le pays à redoubler d'efforts contre Pepsi». La campagne contre Pepsi a généré des milliers de protestations de consommateurs

demandant que le géant de la boisson rompe ses liens avec Staley. Une campagne similaire menée contre Miller Beer Co avait conduit le brasseur à annoncer qu'il n'achèterait plus de produits à Staley.

Le syndicat vous appelle à continuer d'inonder d'appels la ligne verte de Pepsi de protestation et de lui demander de cesser toute relation avec Staley aussi longtemps que le conflit ne sera pas résolu. Si des représentants de Pepsi vous assure que tous liens avec Staley ont été rompus, sachez que cela est faux.

Invitez Pepsi à expliquer pourquoi Pepsi continue de soutenir Staley/Tate & Lyle en se fournissant auprès de cette société

Le numéro vert de Pepsi est : (800) 433-2652

Le syndicat appelle également un autre client de la Staley à stopper ses achats, la Prairie Farms Dairy qui vend et distribue, dans l'Illinois, le Missouri et l'Indiana, du lait, des fromages, des glaces et autres produits.

Staley est également une société mise en cause car :

- Elle est une des trois sociétés qui font l'objet d'une enquête pour entente illicite sur les prix .

- Elle est également l'objet d'une demande de résiliation d'exemption fiscale accordée par l'État pour ne pas avoir maintenu des emplois comme elle s'y était engagée. Cette demande de résiliation devrait s'accompagner du paiement par la Staley des impôts auxquels elle a échappés durant ces années où elle n'a pas respecté ses engagements.

- Son usine de production à Lafayette, Indiana, produit des émissions toxiques qui provoquent des irritations du système respiratoire des habitants voisins du site qui en réclament la fermeture depuis que ces émissions ont augmenté de 100%

5 000 marcheurs à Decatur

Pepsi est un client clé de la Staley et n'a pas signé à ce jour un contrat d'achat pour certains produits fournis par l'entreprise de Decatur. Pepsi a annoncé qu'elle attendait la signature de l'accord proposé par la direction de la Staley aux ouvriers lock-outés pour envisager son approvisionnement auprès de la Staley. Pepsi, sous la pression des comités de soutien aux Staleys a changé d'attitude et annoncé «qu'elle n'achetait plus de produits à l'entreprise de Decatur». Mais elle continue en fait de s'approvisionner auprès d'autres sites de production. A Saint Louis et Chicago, les comités de soutien ont profité de nombreux initiatives estivales sponsorisées par Pepsi pour faire connaître les liens de Pepsi avec l'entreprise de Decatur avec tracts, sit-com de rue et bien d'autres formes d'intervention à l'appui.

Le 25 juin dernier, à l'occasion du second anniversaire de lock-oute de l'entreprise, les travailleurs ont organisé une manifestation dans la ville de Decatur. Plus 5000 personnes, conduites notamment par Jesse Jackson ont marché huit kilomètres à travers la ville. La marche a également commémoré la grève d'une année qui a eut lieu à Caterpillar et celle toujours en cours de des travailleurs Bridgestone/Firestone.

La récente élection d'un maire favorable au mouvement ouvrier, Terry Howley, qui a pris la parole à la manifestation explique peut-être pourquoi la police n'était pas présente sur le parcours de la manifestation.

La manifestation, à la veille de la prochaine élection du nouveau président de l'AFL-CIO, fut également l'occasion pour les responsables syndicaux qui soutiennent Thomas Donahue ou Richard Trumka d'apporter leur soutien à la lutte.

D é c o u v r e z

L'autre Amérique

Qui d'entre nous n'a pas combattu le talon de fer aux côtés des Chevaliers du Travail, musardé avec Jack London le long des voies ferrées, croisé Lee Gordon dans sa croisade contre les préjugés raciaux, serré la main de John Reed, cueilli les raisins de la colère avec Cesar Chavez et fredonné avec Woodie Guthrie et Pete Seeghers ? Qui d'entre nous n'a pas combattu l'arbitraire patronal avec Norma Rae, ne s'est pas jeté corps et âme dans la grève à Minneapolis, à Flint ou aux côtés des mineurs virginieniens insurgés ? Qui d'entre nous n'a pas serré le poing avec *Fist*, aimé *Blue Collar*, patrouillé dans les ghettos avec les Panthers en armes, observé le parcours de Malcolm Little, défié la garde nationale à Berkeley ou manifesté en uniforme sur la base sud-vietnamienne de Dah Nang ?

Nous sommes loin ici de Coca-Reagan, de Disney-McDonald et d'ITT-CIA. Plus exactement, nous sommes de l'autre côté ! Si le cauchemar américain n'a pas de secret pour nous, cette Amérique de la contestation ne semble exister pour nous que dans le cinéma et la littérature. Et pourtant !

Au fil des pages de *L'autre Amérique*, la découverte de la gauche de l'Amérique vaut le voyage. Elle donne à nos rêves et à nos combats rien moins que des pistes pour redéfinir un projet de transformations sociales, les contours et les formes d'une nouvelle alliance progressiste.

Cette autre Amérique nous interpelle fortement. D'autant qu'elle puise son inspiration à la source des souffrances, des résistances et des luttes sociales.